



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MARCHÉ DE FOURNITURE PASSÉ EN APPEL D'OFFRES

Fourniture de sources radioactives

N° 2025950ACFO022



Normandie Université

Campus 1
Esplanade de la Paix · CS 14032 · 14032 Caen cedex 5
marches.publics@unicaen.fr
www.unicaen.fr

Table des matières

Article 1 - Objet du contrat.....	4
1.1 - Contexte / Allotissement.....	4
1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique	4
1.2.1 - Définition du besoin à couvrir	4
1.2.2 - Description technique	5
1.3 - Prestations annexes	5
1.3.1 - Garantie des prestations	5
1.4 - Variantes	5
Article 2 - Localisation et temporalité	5
2.1 - Lieux d'exécution	5
Les livraisons sont à assurer sur tous les sites de l'établissement.....	5
Voir : https://www.unicaen.fr/universite/decouvrir/territoire/	5
2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction.....	6
2.2.1 - Date de démarrage.....	6
2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation.....	6
2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents	7
Article 3 - Dispositions générales du contrat	7
3.1 - Type d'accord-cadre.....	7
3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires	7
3.2.1 - Marché complémentaire.....	7
3.3 - Exclusions	7
3.4 - Pièces contractuelles.....	8
Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité	8
Article 5 - Prix	8
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué	8
5.2- Modalités d'actualisation des prix	8
5.3- Modalités de révision des prix	8
Article 6- Avance.....	9
Article 7- Modalités de règlement des comptes	9
7.1- Acomptes et paiements partiels définitifs	9
7.2 - Présentation des demandes de paiement	9
7.3 - Délai global de paiement.....	10
7.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants.....	10
Article 8 - Clause environnementale	10
Article 9 - Pénalités.....	10

9.1 - Pénalités de retard	11
9.2 - Pénalité pour travail dissimulé	11
9.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles	11
Article 10 - Clause de réexamen.....	11
Article 11 - Circulation des pièces administratives	11
Article 12 – Constatations de l’exécution des prestations	12
Article 13 - Assurances	12
Article 14 - Résiliation du contrat.....	12
14.1 - Conditions de résiliation.....	12
14.2 - Arrêt des prestations.....	12
Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
Article 16 - Règlement des litiges et langues	13
Article 17 - Dérogations.....	13

Article 1 - Objet du contrat

1.1 - Contexte / Allotissement

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent la fourniture de 2 Produits chimiques isotopiques radioactifs destinée à l'université de Caen Normandie
Cet accord-cadre attribué à une pluralité d'opérateurs économiques

1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique

1.2.1 - Définition du besoin à couvrir

Ce marché comprend entre autres les sources radioactives suivantes :

Liste non-exhaustive

Pour les sources non-scellées :

- Sources non-scellées à base d'isotopes de l'iode radioactif (iode-125, iode-124, iode-123, iode-131)
- Sources non-scellées à base de tritium
- Sources non-scellées à base de soufre-35
- Sources non-scellées à base de fluor-18
- Sources non-scellées à base de carbone-14
- Sources non-scellées à base de phosphore-32
- Sources non-scellées à base de plomb-212
- Sources non-scellées à base de cuivre-64
- Sources non-scellées à base de zirconium-89
- Sources non-scellées à base d'indium-111
- Sources non-scellées à base de gallium-68
- Sources non-scellées à base d'astate-211

Pour les sources scellées :

- Sources scellées à base de césium-137
- Sources scellées à base de baryum-133
- Sources scellées à base de germanium-68
- Sources scellées à base de sodium-22
- Sources scellées à base de cobalt-60
- Sources scellées à base de strontium-90

Conditions d'exécution des prestations

Le titulaire met à disposition de l'Université ses catalogues et tarifs.

La mise à disposition d'une plateforme de commande en ligne est fortement souhaitée par l'Université.

Cette plateforme doit être modulable et personnalisable afin de s'adapter au fonctionnement de l'Université de Caen Normandie. Elle doit notamment pouvoir limiter l'accès aux seuls produits et matériels objets du présent accord-cadre.

Il est attendu que cette plateforme puisse gérer 4 types d'utilisateurs :

- Niveau 1 : visualiseur (ne peut opérer aucune action autre que visualiser les informations telles que produits proposés, tarifs, etc...)
- Niveau 2 : prescripteur (peut initier une commande -préparer un « panier » - et le transférer à un gestionnaire mais ne peut pas valider lui-même la commande)
- Niveau 3 : gestionnaire (peut réaliser une commande et valider les paniers des utilisateurs et les valider)

- Niveau 4 : administrateur (peut créer des utilisateurs de niveau inférieur, accéder aux statistiques, voir toutes les commandes et tous les paniers, les réaffecter, etc...).

A chaque validation de panier, une page dédiée doit permettre aux gestionnaires d'intégrer les références administratives et financières liées à la commande, notamment le numéro de bon de commande.

Cette page doit être modulable, et notamment doit pouvoir intégrer un ou plusieurs champs bloquants ou non.

La plateforme doit de plus permettre une remontée d'informations telles que : statistiques de commande globales, par produit ou par type de produit, ou encore par utilisateur (en quantité et en montant), ainsi que les données de livraison et de facturation.

La mise à jour des utilisateurs de la plateforme est réalisée par le prestataire, mais peut aussi être réalisé par un administrateur universitaire.

1.2.2 - Description technique

L'accord-cadre est décomposé comme suit :

Description	Code CPV	Désignation du code CPV	Code NACRES	Montant quadriennal estimé (non contractuel)	Montant mini	Montant maximum sur 4 ans
Sources radioactives	09343000	Matériaux radioactifs	PA.01 Sources radioactives	170 000 €HT	Sans	500 000

1.3 - Prestations annexes

1.3.1 - Garantie des prestations

Les prestations livrées font l'objet d'une garantie minimale d'un an, selon l'article 33 du CCAG-FCS. Le point de départ de ce délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

1.4 - Variantes

L'université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante.

Les variantes doivent respecter les exigences techniques minimales indiquées au DCE.

Le nombre maximum de variantes pouvant être présentées est limité à deux.

Elles doivent conduire à des propositions techniques ou financières équivalentes ou plus performantes ou encore aboutir à une amélioration de l'offre en matière de responsabilité environnementale ou sociale.

Article 2 - Localisation et temporalité

2.1 - Lieux d'exécution

Les livraisons sont à assurer sur tous les sites de l'établissement.

Voir : <https://www.unicaen.fr/universite/decouvrir/territoire/>

Toutefois, l'essentiel des livraisons est à assurer sur le campus 1 et sur le campus 5.

Les lieux exacts de livraison sont indiqués sur les bons de commande.

Stockage, emballage et transport

Les risques afférents au transport jusqu'aux lieux de livraison incomberont au titulaire.

Les titulaires seront responsables des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et de déchargement des prestations jusqu'à leur lieu de livraison.

Les fournisseurs supporteront tous les risques jusqu'à ce que les marchandises soient déchargées.

Ils supporteront les taxes et se chargera des frais et formalités de dédouanement pour les prestations qui le nécessitent.

Les modalités de franco de port (montant plancher éventuel, supplément carboglace...) sont indiqués à l'acte d'engagement.

L'université aura la responsabilité des prestations à compter de leur prise en charge et réception aux lieux de livraison précisés sur chaque bon de commande.

Le « suremballage » sera proscrit.

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 19 du C.C.A.G.-F.C.S.

Conditions de livraison

Les livraisons s'effectueront les jours ouvrés.

Les dates, heures et modalités de livraison seront convenues au préalable entre le titulaire et la personne publique émettrice du bon de commande.

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S.

Dommmages occasionnés par les livraisons

Le titulaire restera responsable de toute dégradation, de quelque nature que ce soit, occasionnée par ses agents ou le transporteur sur les équipements de l'UNICAEN (bâtiments, terrains, plantations, etc...).

L'université se réserve le droit d'exécuter elle-même ou de faire exécuter, au compte du titulaire, la réparation des dommages causés.

2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction

2.2.1 - Date de démarrage

Le présent accord-cadre débute à sa date de notification.

2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation

L'accord-cadre est notifié pour une période initiale d'un an.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Toutefois, il peut prendre fin avant ce délai dès que son montant maximum est atteint.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents

Des bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Leurs effets perdureront jusqu'à livraison des fournitures et/ou réalisation des prestations commandées. Cette durée ne peut dépasser 1 an.

Article 3 - Dispositions générales du contrat

3.1 - Type d'accord-cadre

Cet accord-cadre multi-attributaires conclu sans minimum et avec un maximum défini à l'article 1.2.2 ci-dessus est passé en application de l'article R2162-4 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande sur BPU ou devis au fur et à mesure des besoins.

En raison de son caractère multi attributaires, les bons de commande seront émis en cascade pour les prestations sur BPU : il sera fait appel en priorité au candidat classé en premier et, si ce dernier n'est pas en mesure de répondre au besoin exprimé par l'université, celle-ci s'adressera au 2ème puis au 3ème opérateur économique.

Concernant les commandes hors BPU, les titulaires seront remis en concurrence (comparatif par tout moyen : via les sites en ligne, devis transmis par mail, etc....).

Le choix du fournisseur se fera selon les caractéristiques techniques, financières et logistiques correspondant le mieux aux spécificités du besoin scientifique.

Le nombre maximum de titulaires retenus est de 3.

3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires

3.2.1 - Marché complémentaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet des livraisons complémentaires.

Chaque nouvel accord-cadre doit être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.3 - Exclusions

L'université se réserve le droit de réaliser des commandes en dehors du présent accord-cadre lorsqu'aucun produit ne sera proposé par les titulaires ou lorsque seules des propositions inadaptées seront proposées.

Une proposition est inadaptée si elle ne répond pas ou partiellement au besoin exprimé ou si ses conditions de réalisation (délais et tarif notamment) sont manifestement excessives en comparaison de propositions d'un opérateur économique non retenu au présent contrat.

De plus, l'université dispose de plusieurs moyens d'approvisionnements de consommables scientifiques, et notamment :

- Un marché de produits chimique
- Un accès au contrat GAUSS proposé par l'UGAP.

Certains produits et matériels prévus au présent marché peuvent s'avérer redondants avec ceux proposés par ces autres contrats. Dans ce cas, le choix du canal d'approvisionnement est laissé à l'appréciation du gestionnaire de la commande.

3.4 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives *Générales – FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021* (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>)
- L'offre technique et financière du candidat
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port

Chaque lot est traité à prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées.

Les prix unitaires sont établis à partir de tarifs préférentiels dédiés à l'UniCaen

5.2- Modalités d'actualisation des prix

Il n'y a pas d'actualisation des prix

5.3- Modalités de révision des prix

Les tarifs proposés par le titulaire évoluent selon le barème propre à chaque fournisseur et est intégré au site de commande en ligne.

En cas d'absence de site de commande en ligne, le fournisseur propose à l'Université un nouveau tarif ou barème ou les modalités de mise à jour au moins 1 mois avant sa date d'application.

La clause limitative dite "de sauvegarde" s'applique : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2% l'an.

Article 6- Avance

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant initial d'un bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Nota : *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.*

Article 7- Modalités de règlement des comptes

7.1- Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG FCS : lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

La facturation intervient en une fois après le service réalisé (livraison effectuée et/ou prestations réalisées).

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché et du lot si alloti ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

Transmission des factures via le portail Chorus pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

NB :

En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.

Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

7.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants

En cas de cotraitance :

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

Article 8 - Clause environnementale

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transports des produits transportés, conformément à l'article 21.1 du CCAG FCS disposant que Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Article 9 - Pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

9.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG-FCS

9.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire/ Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Article 10 - Clause de réexamen

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du code de la commande publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation (dont codes NACRES), ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant (y compris, s'agissant des accords-cadres, le montant maximum).

La modification du BPU est réalisé sans avenant.

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

Article 11 - Circulation des pièces administratives

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à l'acheteur qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à l'acheteur.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.
- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

Article 12 – Constations de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

Article 13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS/CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

14.2 - Arrêt des prestations

Conformément au chapitre 7 du CCAG FCS, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un

mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 17 - Dérogations

L'article 3.4 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG.FCS

L'article 7.4 du présent CCP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG.FCS